



2024-2025

UN AN DE COMBATS



LESVERTS / ALE
au Parlement européen

Retrouvez ce document en PDF sur notre site
<https://europeecologie.eu/>

ÉDITO

LIMITER LA CASSE ET NE RIEN LÂCHER

Nous le redoutions dès le soir des résultats des élections, cette première année de mandat l'a confirmé : le recul de l'écologie dans les urnes, combiné à la progression de l'extrême droite, a matérialisé une alliance de cette dernière avec la droite. Alliance étendue aux lobbys de l'agroindustrie, des firmes polluantes, des géants de la tech ou de la pêche industrielle. Leur feuille de route commune est simple : anéantir les régulations sociales et écologiques, renforcer les puissances de l'argent, mettre à mal l'État de droit.

Sous prétexte de simplification, ils déploient une entreprise de dérégulation, qui ne se fait en rien au bénéfice des entreprises et des emplois européens.

Face aux velléités impérialistes et totalitaires des Trump, Poutine et consorts, l'Europe avait l'opportunité de porter un autre modèle de société, s'appuyant sur le respect du droit international, la lutte contre le dérèglement climatique et pour les droits humains et sociaux. Mais elle choisit de baisser la tête face aux diktats et passages en force de nos adversaires.

C'est une défaite en rase campagne des idéaux européens humanistes censés nous guider depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Mais dans ce contexte, il est surtout temps de ne rien lâcher face aux attaques de nos ennemis et à la résignation qui menace dans le camp de nos partisans. Nous ne lâchons rien parce que c'est pour cela que vous nous avez élu·es.

Nous sommes en première ligne pour protéger les gens et la planète face à une radicalisation du capitalisme prédateur, entraîné dans une surenchère mercantile par les grandes entreprises de la tech qui se nourrissent de nos données et par les plateformes qui asservissent les travailleuses et les travailleurs.

Toutes ces puissances économiques se fichent bien de notre santé, de celle des paysannes et des paysans, des salarié·es en général et de leurs emplois, ils méprisent notre eau, notre air et nos sols. Seuls les profits qu'ils peuvent en tirer à court terme les préoccupent.

Face à cette coalition brune, le Vert est plus que jamais la couleur de nos espoirs et, pour demain, de nos victoires.

Ce document a été réalisé par Alex Deval pour l'équipe de la délégation Europe écologie.

Merci aux équipes de Mélissa, David, Mounir, Majdouline, Marie, Saskia et Tilly, pour leur aide dans la réalisation de ce document et pour leur ténacité et leur bonne humeur pendant cette année.



MARCHER ENCORE CONTRE LA HAINE, POUR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE

« *Nous marchons. Nous devons continuer à marcher. Parfois, le rythme ralentit lorsque vous avez parcouru une longue distance, mais vous ne pouvez pas vous arrêter de marcher.* » Ce sont les mots de Gertrude Mongella, militante féministe, secrétaire générale de la 4^e conférence de l'ONU sur les femmes, à Pékin en 1995.

Le soir de l'élection européenne, le 9 juin 2024, le score historique de l'extrême droite m'a montré à quel point le chemin vers plus d'égalité, plus de justice et plus d'écologie serait long. Mais, comme Mama Beijing avant moi, avant nous, nous allons continuer de marcher.

Nous marcherons, malgré les attaques contre les droits fondamentaux. Nous marcherons, malgré la porosité du cordon sanitaire contre l'extrême droite. Nous marcherons, malgré les reculs sur l'écologie, le Pacte vert ou encore la protection des océans. Nous marcherons car jamais nous n'abandonnerons ce pour quoi nous nous levons chaque jour : plus de droits pour les femmes, les minorités, les personnes LGBTQIA+, plus d'espoir et une planète habitable, où chacun·e a sa place.

Et sur ce chemin semé d'ombres, nous trouvons l'éclat de mains tendues : celles de celles et ceux qui se lèvent et qui luttent pour que vivent l'espoir et la justice, que ce soit en France, en Pologne, en Hongrie, en Turquie, en Ukraine ou en Palestine. Celles des ONG avec lesquelles nous créons des alliances mobilisatrices et durables, où l'action prend racine et se déploie. Celle des scientifiques, vigies lucides, avec qui les écologistes ont toujours travaillé, pour apporter des données, dresser des preuves et semer la vérité contre les marées du doute et du déni climatique.

Nous marcherons et, porté·es par la volonté, la soif de justice et l'espoir, nous seront rejoint·es par d'autres pour bâtir un vaste mouvement féministe, progressiste, écologiste. Un front vivant, résilient et résistant, né de celles et

ceux qui refusent le silence face aux forces réactionnaires. Nous marcherons pour faire reculer la haine, pour défendre chaque corps, chaque voix, chaque choix. Pour l'égalité. Pour la paix. Car c'est en avançant, ensemble et libres, que nous ferons vivre la promesse européenne. C'est dans cette marche de courage et de dignité que je prendrai toute ma part durant les 4 ans à venir.



Prise de parole à la Pride de Tourcoing, le 21 juin 2025. Crédits photo : ©Barbara Steen

UNE SATISFACTION

J'ai l'honneur d'être coordinatrice du groupe Écologiste au Parlement européen à la commission du droit des femmes et de l'égalité des genres (FEMM). Ce mandat, qui m'honore, est une opportunité sans précédent de lutter pour une Europe féministe au quotidien.

Trois travaux ont structuré ma première année :

- intégrer la notion de consentement dans la définition du viol au niveau européen,
- faire reconnaître la précarité menstruelle comme une atteinte aux droits fondamentaux des personnes menstruées,
- réviser la directive européenne pour la protection des droits des victimes de criminalité.

Ce travail s'accompagne d'une vigilance quotidienne face aux discours transphobes, LGBTIphobes et xénophobes d'extrême droite. Nous ne laisserons rien passer durant ce mandat. La reconnaissance de la parentalité LGBTQI+ en Europe est, par exemple, une priorité absolue, de même que l'interdiction des « thérapies » de conversion au sein de l'Union européenne.

UN REGRET

Ces dernières années ont été marquées par une sur-renchère abjecte contre les personnes exilées partout en Europe. Le vote du Pacte asile et migration, malgré l'opposition des écologistes, en a été le point d'orgue. Il est désormais crucial de surveiller sa mise en œuvre et les mesures adjacentes, tel que le nouveau règlement sur les « retours » proposé par la Commission européenne.

Derrière des textes techniques se cachent des reculs graves : légalisation de la détention à grande échelle, violations des droits fondamentaux, externalisation des frontières. Ils entraînent l'Union européenne dans une grave dérive contre les droits fondamentaux des personnes exilées, en institutionnalisant des concepts d'extrême droite. Cette descente aux enfers est encouragée par différents gouvernements d'extrême droite et de droite au pouvoir en Europe.

Membre du groupe de travail sur la mise en œuvre du Pacte asile et migration, je dénoncerai sans relâche chaque manquement au respect des droits fondamentaux. Dans ce cadre, j'ai entamé un tour d'Europe afin de mettre en lumière l'inhumanité et les conséquences de nos politiques migratoires.

Le combat pour la justice continue.

POUR UNE ÉCOLOGIE QUI PROTÈGE

Vous l'avez compris, ce mandat sera un mandat de résistance. Face à l'alliance des droites et droites extrêmes, nous devons tenir notre rang et n'accepter aucune compromission. Dans ce moment de clarification, notre boussole sera toujours de défendre une écologie qui protège.

Une écologie pour rompre avec une société de consommation, qui est, avant tout, une société de consommation. Cela signifie promouvoir une alimentation saine pour toutes et tous, des produits manufacturés durables et réparables, accessibles et sans devoir passer des heures à lire les étiquettes.

L'écologie qui protège est celle qui se bat pour des revenus justes pour les paysan·nes : le travail doit payer. C'est le préalable pour garantir notre souveraineté alimentaire mais aussi pour donner de la force aux ruralités. Conserver des exploitations agricoles familiales et nombreuses est un enjeu pour notre alimentation, mais aussi pour le ménagement des territoires, pour la nature et l'environnement, pour préserver l'air, l'eau et les sols.

Pour solidifier l'économie européenne, il est nécessaire de mettre en place un « *Buy European Act* » (ou Loi pour Acheter européen). Je me battraï pour que l'on puisse, notamment, privilégier les productions locales et biologiques dans la restauration collective.

Le numérique est l'un des autres domaines dans lequel il est nécessaire de penser « protection », tant il a des conséquences matérielles très réelles, notamment en terme de ressources, mais aussi sur notre souveraineté. On l'a vu avec l'élection de Donald Trump, l'ère des « *tech bros* » s'est ouverte, une ère où aucune limite ne semble être posée à l'appétit vorace des oligarques du numérique. Car c'est bien de cela que l'Union européenne doit nous protéger. Le modèle économique des grandes plateformes dépend, avant tout, des données personnelles de chacun·e, dont la valeur marchande est

croissante. Face à cela, l'Union européenne a été pionnière dans la volonté de régulation du numérique, mais, depuis, nous devons faire face aux assauts répétés des géants de la tech, qui font tout pour affaiblir nos réglementations.

Ce nouveau capitalisme de rente vise à privatiser le monde avec des pratiques encore plus voraces pour l'environnement, encore plus brutales du point de vue social mais aussi fondamentalement incompatibles avec toute forme de régulation et donc avec nos valeurs démocratiques et humanistes.



UNE SATISFACTION

Un Contre-sommet réussi sur l'Intelligence artificielle

En février 2025, Emmanuel Macron a organisé, en grande pompe, un « Sommet pour l'IA » qui devait réunir chef-fes d'État et entreprises du secteur et s'est révélé être essentiellement une levée de fonds pour développer l'IA, sans du tout réfléchir à ses conséquences. J'ai donc voulu organiser un sommet alternatif quelques jours avant, pour mettre les projecteurs sur ce que le développement exponentiel de l'IA signifie : impacts environnementaux, droits humains en danger, santé mentale des enfants et des adolescent·es fragilisée, souveraineté européenne attaquée... Autant de sujets qu'il est nécessaire d'aborder pour mieux réfléchir à nos usages de l'IA et du numérique en général.

UN REGRET

Le statut du loup

Malgré une forte mobilisation et une campagne menée pour défendre le statut de protection strict du loup dans la directive Habitats, le Parlement européen a voté son déclassement le 8 mai 2025. Le loup est désormais simplement « protégé », en alignement avec la Convention de Berne, admettant ainsi une multiplication des tirs autorisés. Ce vote, à rebours des données scientifiques, marque un net recul pour la biodiversité. Il a été rendu possible par une coalition allant des macronistes à l'extrême droite, en passant par une partie des socialistes, sous l'impulsion de Peter Liese (PPE). La lutte n'est cependant pas finie et nous espérons maintenir la protection du loup en France.

UN COMBAT À VENIR

La Politique agricole commune

Depuis que j'ai rejoint la commission agriculture et développement rural, j'ai une obsession : mener le combat pour que les paysannes et les paysans puissent, enfin, vivre dignement de leur métier, c'est-à-dire qu'elles et ils aient des revenus décents et qu'elles et ils ne s'empoisonnent pas en travaillant.

Les majorités dans cette commission sont loin d'être en notre faveur, j'en veux pour preuve l'élection à sa tête d'une députée du groupe ECR - conservateurs et réformistes (sic) - dans lequel siègent, notamment, Marion Maréchal et ses amis... Mais sur ce sujet précis, c'est bien la droite et l'extrême droite qui, en janvier 2024, versaient des larmes de crocodile sur tous les plateaux de télévision. Je vais donc les mettre face à leurs contradictions et leur tordre le bras pour que, dans l'Union européenne, on ne puisse plus vendre de denrée alimentaire à perte ; pour qu'on arrête d'industrialiser l'agriculture au détriment de la création d'emplois de qualité et non délocalisables ; pour que cesse la folie de l'empoisonnement des sols et la dépendance des agricultrices et des agriculteurs aux pesticides ; pour que l'on puisse prioriser les productions locales et bio dans les marchés publics de la restauration collective ; pour que le modèle agricole, enfin, protège et ne soit plus la poule aux œufs d'or de l'agrochimie et de la grande distribution.

POUR UNE EUROPE AVEC L'HUMANITÉ COMME IDENTITÉ

Le tout début de mon second mandat est marqué par mon élection à la présidence de la commission « droits humains » du Parlement européen. Un honneur, mais aussi une immense responsabilité. Dessiner l'agenda avec une majorité à droite est une gageure réussie avec des sujets cruciaux : défense des journalistes, protection des défenseur·es des droits humains, situation des prisonniers de guerre, impacts des industries extractives sur les droits fondamentaux et même, situation humanitaire à Gaza.

Les travaux de la commission, c'est aussi conduire des missions officielles et les orienter : à Genève, pour rencontrer le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU ; au Kirghizistan, pour identifier les leviers de renforcement de l'État de droit ; à La Haye, pour échanger avec le procureur de la Cour pénale internationale sur les soutiens que peut apporter l'Union européenne.

Je profite de mon statut pour défendre nos valeurs et - partant - tout un nombre de situations individuelles d'avocat·es, de journalistes, de chercheur·es, de militant·es et d'opposant·es à travers le monde : Sihem Bensedrine, Dr Gubad Ibadoghlu, Dr Abu Safiya, Ilham Tohti, Alaa Abdel Fattah, Ahou Daryaei, Soltan Achilova, Rasha Azab, Victoire Ingabire...

À vos côtés, aux côtés de nombreuses ONG et dans la situation intolérable actuelle, mon engagement en faveur des droits du peuple palestinien s'est évidemment décuplé. Je soutiens activement et aide à la coordination de l'action en justice contre la Commission européenne pour manquement à son obligation de prévention du génocide à Gaza. Accueil de médecins en grève de la faim, cycle de conférences de deux jours pour faire entrer la notion de génocide au Parlement, tentatives institutionnelles sont quelques exemples de ce que nous organisons régulièrement. Notre exposition sur les journalistes palestiniens continue, quant à elle, de circuler à travers la France.

De nombreuses autres situations me mobilisent, notamment quand l'Europe est complice d'exactions commises. C'est notamment le cas en république démocratique du Congo,

où l'armée rwandaise et son allié, le M23, sèment le chaos. Aux côtés du Dr Denis Mukwege, j'ai porté au Parlement le combat contre le viol utilisé comme arme de guerre, au Congo comme au Soudan, avec une avancée majeure : le Parlement européen a officiellement demandé la suspension de l'accord avec le Rwanda, pour mettre fin à la complicité de l'Union européenne dans l'exploitation des ressources congolaises et les violations massives des droits humains.

Enfin, nous valorisons des opposant·es. J'ai eu le privilège d'accueillir au Parlement plusieurs militantes afghanes de premier plan. Ce fut l'occasion de réaffirmer notre engagement contre le régime tyrannique des talibans et de nommer clairement l'« apartheid de genre » imposé aux femmes en Afghanistan.



UNE SATISFACTION

Call it genocide !

Les 28 et 29 avril 2025, j'ai organisé une conférence de deux jours sur le génocide en cours à Gaza. Cet événement a rassemblé des expert·es en droit international, des historien·nes spécialisé·es dans l'étude des génocides, ainsi que des témoins directs des atrocités. Inspirée des Tribunaux Russell, cette conférence visait à interroger la qualification juridique de génocide au regard des faits et à en débattre à la lumière du droit international.

Elle a également permis de faire entendre, au cœur même du Parlement européen, des témoignages et des preuves irréfutables, pour que les institutions de l'UE ne puissent prétendre qu'elles ne savaient pas. Un rapport rassemblant les conclusions a été rédigé et transmis au Procureur de la Cour pénale internationale.

UN REGRET

Les accords mortifères avec les régimes répressifs

Nous ne lâchons rien, mais le combat est rude pour deux raisons : soit la majorité de droite méprise, voire efface les droits humains des textes ; soit la Commission ne daigne pas écouter les recommandations du Parlement.

Les accords mortifères avec des régimes répressifs ont perduré, malgré nos mobilisations. Au prétexte de la migration et en dépit d'une répression toujours plus brutale, les accords avec l'Égypte et la Tunisie n'ont jamais été remis en question. Concernant les minerais stratégiques, l'accord avec le Rwanda reste en vigueur, malgré la demande du Parlement européen et les nombreux rapports documentant le pillage des ressources congolaises. Enfin, face au génocide en cours à Gaza, l'accord d'association avec Israël n'a toujours pas été suspendu. L'Europe n'est pas à la hauteur de ses valeurs et s'enfonce dans le deux poids, deux mesures !

Un mot d'ordre dans mon agenda : l'Union européenne ne doit pas être la banque mondiale des États voyous. Il est temps de mettre fin au *business as usual* avec les criminels.

UN COMBAT À VENIR

Le sort des enfants français en Syrie

Dans la région syrienne du Rojava, 120 enfants français sont toujours détenus avec leurs mères dans les camps kurdes.

Pourtant, depuis l'été 2023, la France a interrompu les rapatriements, invoquant de prétendus risques pour la sécurité de ses militaires. Pour les contredire, avec Avocats sans frontières et le Conseil national des barreaux, je suis retourné, en juin, dans ce *no man's land* juridique, afin de recueillir des vidéos de consentement au rapatriement.

L'État est responsable. L'urgence est absolue : ces mères doivent être jugées et ces enfants protégés. Cela fait 7 ans que l'État français oublie volontairement leurs droits : pas d'école, pas de soins, pas de perspectives. Des enfants sont nés en détention. Ils n'ont connu d'autre monde que celui de la poussière et de l'abandon.

Ces enfants ne sont pas responsables des crimes de leurs parents djihadistes. Rapatrions-les tous !

METTRE FIN AU BUSINESS TOXIQUE

Quand j'ai présenté ma candidature à notre mouvement pour les élections européennes, j'avais la conviction profonde qu'une nouvelle ère économique et des relations commerciales pouvait s'ouvrir. J'avais à cœur d'agir désormais au niveau européen, afin de soutenir toutes les initiatives qui promeuvent une nouvelle façon de produire et de consommer : plus circulaire, plus inclusive, plus locale. J'en étais une des actrices avec ma coopérative textile et mes plaidoyers pour des législations plus exigeantes face à la concurrence déloyale.

Au Parlement européen, la droite et l'extrême droite ne cessent de se vanter de protéger notre économie. Pourtant, ils s'acharnent à démolir toutes les législations qui ont été élaborées dans ce but. Ils s'attaquent au devoir de vigilance, qui est essentiel pour garantir le respect des droits humains et nous protéger face aux délocalisations. Ils s'en prennent aussi aux contrôles et au droit à l'information sur les substances toxiques dans les produits du quotidien. Comment, dès lors, défendre les commerces de proximité et ceux qui s'appliquent à faire mieux pour notre santé, face aux sites de e-commerce et aux enseignes discount ?

Une majorité du Parlement défend la dérégulation comme l'alpha et l'oméga de la compétitivité et de la réussite de l'économie européenne. Face à eux, je n'ai de cesse de rappeler que la compétitivité n'est pas un but mais un moyen pour une prospérité partagée et durable en Europe. Produire en détruisant ou en exploitant n'est jamais profitable - cela permet juste la privatisation des profits et la collectivisation des pertes. Les travailleuses et les travailleurs ne sont pas des variables d'ajustement, ce sont elles et eux qui créent la valeur dans les entreprises et elles et ils doivent être pleinement impliqués dans leur gouvernance.

Pour lutter contre l'extrême droite et faire advenir cet autre projet de société, je fais le choix d'aller à la rencontre de toutes celles et tous ceux

qui entreprennent en Europe, qui lancent l'alerte sur l'impact sur notre santé, qui proposent une autre diplomatie économique que le libre-échange à tout prix. Au travers des travaux parlementaires, je m'y suis consacrée toute cette année. Le business toxique n'a plus sa place au 21^e siècle ! Et nous allons le prouver.

MAJDOULINE SBAÏ



© Alexandre Lard

UNE SATISFACTION

Dès le début du mandat, j'ai porté haut la voix des consommateurs et de l'environnement, en adressant une demande claire au Commissaire Šefčovič pour renforcer la régulation du e-commerce.

Ma détermination a permis le lancement d'enquêtes sur les pratiques illégales de Shein et Temu. En tant que rapportrice sur le dossier de la sécurité et de la conformité des produits importés, j'ai également fait adopter de nombreux amendements contre le travail forcé et pour soutenir l'économie circulaire. Cette victoire montre que la lutte paie, mais le combat est loin d'être terminé.

L'Europe doit s'inspirer de la loi passée en France pour mettre un terme à l'ultra fast fashion, ce système destructeur pour la planète et les droits humains.

UN REGRET

En tant que rapportrice sur l'approvisionnement de l'Europe en matières premières critiques, nous auditions l'action de la Commission européenne.

Face à l'aggravation des attaques meurtrières perpétrées en RDC par le Rwanda, nous avons imposé un débat en plénière et porté une résolution pour suspendre l'accord de partenariat sur les minerais avec le Rwanda, conclu sans l'aval du Parlement. Le Parlement a fait bloc contre la Commission européenne qui souhaite poursuivre l'accord. Mon regret porte sur l'attitude de la Commission, qui continue à faire la sourde oreille sur cette demande du Parlement.

Mais le combat continue.

UN COMBAT À VENIR

Pour un "Toxiscore" sur les produits ménagers

La révision du règlement sur les détergents était une première étape nécessaire, mais pas suffisante, pour la protection de notre santé et notre environnement. Je prépare donc un nouveau combat : la mise en place d'un Toxiscore, un étiquetage synthétique indiquant le niveau de dangerosité des produits ménagers pour la santé humaine et l'environnement.

Ce dispositif, inspiré du Nutriscore, répond à une urgence sanitaire et environnementale. Les produits ménagers contiennent des substances chimiques – tensioactifs, conservateurs, parfums – parfois cancérogènes, reprotoxiques ou perturbateurs endocriniens. Or l'étiquetage actuel, trop technique et peu lisible, ne permet ni aux consommatrices et aux consommateurs ni aux professionnel·les du nettoyage d'identifier facilement les risques.

Le Toxiscore permettra de classer les produits selon une échelle visuelle claire (A à E), basée sur leur niveau de danger pour la santé et pour l'environnement. Il contribuera à orienter les choix des utilisatrices et des utilisateurs, à stimuler l'innovation vers des formulations plus sûres et à faire pression pour le retrait progressif des substances les plus préoccupantes.

Ce combat est un levier fort pour plus de transparence, une prévention efficace et une meilleure protection des travailleuses et des travailleurs exposés au quotidien.

JUSTICE, SOIN, DIGNITÉ

En 2019, la vague verte mène au Parlement européen le groupe écologiste le plus puissant de l'histoire. Le Pacte vert fut notre boussole, nous permettant de réhausser les objectifs environnementaux de l'Union et d'obtenir des avancées pour la justice sociale, comme le revenu minimum européen. C'est dans ces circonstances que j'ai obtenu la reconnaissance de l'écocide, une prise de position cruciale contre l'extraction minière en eaux profondes ou encore des jalons contre les coupures d'énergie aux ménages les plus précaires. Tout est aujourd'hui en péril.

La droite et l'extrême droite dominent désormais un hémicycle survolté contre le Pacte vert et les droits humains. Les classes populaires sont instrumentalisées pour lancer l'offensive contre la protection de la nature et contre le fragile édifice européen de protection sociale. Les premières mesures du mandat von der Leyen 2 sont éloquentes : report de la loi contre la déforestation, affaiblissement de la directive Habitats, signature du Mercosur, dérégulation pour les banques et les entreprises, proposition d'ouvrir des centres à l'extérieur de nos frontières pour les demandeuses et les demandeurs d'asile...

Nous ne baisserons pas la tête, Mélissa, David, Majdouline, Mounir et moi. Dans ce mandat de résistance, nous résisterons à celles et ceux qui veulent revenir en arrière. Nous nous battons aussi pour décrocher des victoires, en obtenant, par exemple, que le Parlement européen requiert une enquête pour abus de position dominante du Groupe Bernard Hayot (GBH) dans les outre-mer, contribuant à la vie chère et à une rupture d'égalité entre citoyen·nes européen·nes.

Pour la dignité, pour le soin, pour la justice, notre travail se conjugue également sur le terrain. Ces derniers mois, j'ai arpenté les quartiers populaires et les zones rurales, pour aller vers et écouter les préoccupations et aspirations de leurs habitant·es. Elles et ils m'ont parlé de précarité, de désert médical, d'accès à l'emploi ou au logement. Nous ne pourrions pas changer de politique si ces

voix, si souvent méprisées, ne trouvent pas, enfin, l'écho qu'elles méritent. Au sein du groupe Verts/ALE, dont je suis vice-présidente, je suis désormais chargée de garantir la centralité de la question sociale, quel que soit le sujet traité.

L'écologie de combat n'est pas un slogan : c'est une nécessité dans un monde qui brûle.

MARIE TOUSSAINT



Rencontre avec la maison des livreurs de Bordeaux autour de la Directive sur leurs conditons de travail

UNE SATISFACTION

Le renouvellement de l'intergroupe de lutte contre la grande pauvreté

Cet intergroupe, que je co-préside, s'est doté d'une feuille de route solide : d'abord, garantir la participation permanente des personnes en situation de pauvreté à nos réunions et aux décisions de l'Union ; ensuite, obtenir une Stratégie européenne de lutte contre la pauvreté ambitieuse et contraignante ; enfin, porter des combats concrets comme la reconnaissance de la discrimination socio-économique (pauvrophobie), assurer une conditionnalité sociale de toutes les lois (droit de veto social), faire reculer la discrimination par les algorithmes ou encore lutter contre le placement des enfants pour conditions de ressources. Au travail !

UN REGRET

Le backlash

Aussitôt élue, Ursula von der Leyen a décidé de reporter d'un an l'application de la loi sur la déforestation. Des voix s'élèvent pour la reporter et l'affaiblir encore. Puis, ce fut le premier omnibus visant à détruire les normes de transparence et de vigilance s'appliquant aux entreprises ; d'autres omnibus arrivent, qui pourraient venir défaire ce qui a été fait. Ce n'est pas seulement le Pacte vert qui est en danger, mais tout l'édifice de protection du vivant élaboré depuis la Directive Habitats de 1992. Sans même parler de la finance : même si les banques n'ont jamais autant versé de dividendes, les règles prudentielles élaborées lors de la crise financière de 2008 volent en éclats. Hauts les cœurs !

UN COMBAT À VENIR

Sauver la démocratie environnementale, en particulier, et la démocratie en général

Depuis plusieurs mois, la bataille contre les ONG environnementales prend de l'ampleur. La stratégie est éculée : il s'agit, d'abord, de discréditer l'éthique, les pratiques (le fameux « éco-terrorisme ») et la gestion budgétaire de ces organisations citoyennes ; puis, de mettre en cause l'objet même de leur action : la protection du vivant ; enfin, d'exiger la suppression du financement tant de ces associations que des programmes dans lesquels elles sont impliquées, comme le fonds LIFE pour la transition.

La droite a fait sienne cette stratégie traditionnellement ancrée à l'extrême droite et obtient de premières victoires avec la mise en place inédite d'un comité de contrôle. Ne nous leurrions pas : la stratégie de répression des écologistes vise aussi les enjeux de solidarité, en particulier avec les migrant·es, de défense de la Palestine ou encore la liberté de la presse. De la Hongrie à l'Europe, c'est la capacité des citoyennes et des citoyens à penser et s'organiser par eux-mêmes qui est mise en cause. Avec, en parallèle, une attaque frontale contre toutes les procédures visant à garantir la démocratie environnementale au nom de ces « projets stratégiques européens » qu'il faudrait, soi-disant, mener à bien « à tout prix ».

Comptez sur nous pour porter le combat de la démocratie !

Mélissa Camara

Commissions

- Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
- Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres (*Coordinatrice pour le groupe Verts/ALE*)
- Commission de la pêche
- Commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie

Délégations

- Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie (*vice-présidente*)
- Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE
- Délégation à l'Assemblée parlementaire Afrique-UE

Intergroupes

- Lutte contre le racisme et diversité (*co-présidente*)
- Lutte contre la corruption
- Droits de l'enfant
- LGBTIQ+
- Mers, rivières, îles et zones côtières (SEARICA)

David Cormand

Commissions

- Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs
- Commission de l'agriculture et du développement rural
- Commission des affaires juridiques

Délégations

- Délégation à la commission parlementaire Cariforum-UE (*vice-président*)
- Délégation pour les relations avec la Péninsule coréenne
- Délégation pour les relations avec les États-Unis

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Droits de l'enfant
- Politique de cohésion et régions ultrapériphériques
- Économie sociale et services d'intérêt général
- Bien-être et protection des animaux

Mounir Satouri

Commissions

- Sous-commission « Droits de l'homme » (*président*)
- Commission des affaires étrangères
- Commission du développement

Délégations

- Délégation à l'Assemblée parlementaire Afrique-UE
- Délégation pour les relations avec les pays du Machrek
- Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée
- Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Droits de l'enfant
- Lutte contre la pauvreté
- Solution à deux États pour Israël et la Palestine

Majdouline Sbaï

Commissions

- Commission du commerce international (*Coordinatrice pour le groupe Verts/ALE*)
- Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire
- Commission de la santé publique

Délégations

- Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine
- Délégation pour les relations avec le Mercosur
- Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Santé des femmes
- Économie sociale et services d'intérêt général

Marie Toussaint

Commissions

- Commission des affaires économiques et monétaires
- Sous-commission des affaires fiscales
- Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire
- Commission de la santé publique
- Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie
- Commission spéciale sur la crise du logement dans l'Union européenne

Délégations

- Délégation pour les relations avec la République fédérative du Brésil
- Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine

Intergroupes

- Lutte contre la pauvreté (*co-présidente*)
- Lutte contre le racisme et diversité
- Droits de l'enfant
- Handicap
- LGBTIQ+
- Santé mentale
- Solution à deux États pour Israël et la Palestine
- Bien-être et protection des animaux



Saskia Bricmont (ECOLO - Belgique)

Commissions

- Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (*Coordinatrice pour le groupe Verts/ALE*)
- Commission du commerce international
- Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

Délégations

- Délégation pour les relations avec le Mercosur
- Délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande
- Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
- Délégation à l'Assemblée parlementaire Afrique-UE

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Lutte contre le racisme et diversité
- Droits de l'enfant
- LGBTIQ+
- Santé mentale
- Économie sociale et services d'intérêt général
- Syndicats
- Bien-être et protection des animaux

Tilly Metz (Déi Gréng - Les Verts - Luxembourg)

Commissions

- Commission de la santé publique (*vice-présidente*)
- Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire
- Commission des transports et du tourisme
- Commission de l'agriculture et du développement rural

Délégations

- Délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud (*vice-présidente*)

Intergroupes

- Santé mentale (*co-présidente*)
- Lutte contre la corruption
- Cancer et maladies rares
- Handicap
- Lutte contre la pauvreté
- LGBTIQ+
- Économie sociale et services d'intérêt général
- Solution à deux États pour Israël et la Palestine
- Bien-être et protection des animaux





©Délégation Europe écologie - juillet 2025
Parlement européen
Bât. ALTIERO SPINELLI
06E250
60, rue Wiertz / Wiertzstraat 60
B-1047 Bruxelles/Brussel

